

VILLE DE VITRY-LE-FRANÇOIS

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE DU 04 AVRIL 2024

L'an deux mille vingt-quatre, le **04 avril à 18 heures**, les membres du Conseil Municipal se sont réunis dans le Salon François 1^{er} de l'Hôtel de Ville de VITRY-LE-FRANÇOIS, sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre BOUQUET, Maire, suite à la convocation faite le 29 mars 2024, conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales et affichée à la porte de l'Hôtel de Ville, le même jour.

Etaient présents : MM. BOUQUET, MOUTON, Mme RÉOLON, M. BURCKEL, Mme COLLIN (à partir de 18h20), M. TINDILLIÈRE (jusqu'à 19h05), Mme VÉGA, M. GONTHIER, Mme JACQUEMOT, MM. GREENHALGH, FONTAINE, Mmes SERRE, PARIS, BAUMEL, GOUILLY, LEPAGE, COLSON, MM. ROCH, BEAUJOIN, Mme CHEMINI, MM. MAUPOIX (à partir de 18h50), TRIOLET (à partir de 18h15), Mme MUNSTER (jusqu'à 20h25), MM. DUCHÊNE, EL GHALLOUSSI, MIRGODIN (jusqu'à 20h25).

Absents excusés : M. TESTA, Mme FAVIER, M. CARDOSO, Mme BERTIN, M. HMISSI, Mme GOLLÈS, M. ERRE.

10 pouvoirs sont déposés sur le bureau de Monsieur le Maire :

- ✓ M. TINDILLIÈRE donne pouvoir à Mme JACQUEMOT (à partir de 19h05) ;
- ✓ M. TESTA donne pouvoir à M. MOUTON
- ✓ Mme FAVIER donne pouvoir à Mme RÉOLON ;
- ✓ M. CARDOSO donne pouvoir à M. BURCKEL ;
- ✓ Mme BERTIN donne pouvoir à Mme COLLIN ;
- ✓ M. HMISSI donne pouvoir à M. TINDILLIÈRE (jusqu'à 19h05) ;
- ✓ M. MAUPOIX donne pouvoir à M. GONTHIER (jusqu'à 18h50) ;
- ✓ Mme MUNSTER donne pouvoir à M. DUCHÊNE (à partir de 20h25) ;
- ✓ Mme GOLLÈS donne pouvoir à M. TRIOLET (à partir de 18h15) ;
- ✓ M. MIRGODIN donne pouvoir à M. EL GHALLOUSSI (à partir de 20h25).

Secrétaire de séance : Monsieur Gérard TINDILLIÈRE.

- N°31 -

POLITIQUE DE LA VILLE

PROGRAMME D'ACTIONS ÉLIGIBLES À LA DOTATION POLITIQUE DE LA VILLE 2024

Rapporteur : Monsieur Thierry MOUTON

Créée par l'article 172 de la loi de finances pour 2009, la dotation politique de la ville bénéficie chaque année aux communes particulièrement défavorisées et présentant des dysfonctionnements urbains. Cette dotation vise à compléter la logique de péréquation prévalant dans le cadre de la dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale (D.S.U.) par un soutien renforcé aux quartiers prioritaires de la politique de la ville.

Pour rappel, les critères d'éligibilité des communes à la dotation politique de la ville avaient été élargis par la loi de finances pour 2019, afin de stabiliser le nombre de communes éligibles à la dotation. Par exemple, l'éligibilité à la D.S.U. est désormais appréciée sur les trois derniers exercices et non sur le seul exercice précédant la répartition.

Deux d'entre eux évoluent par rapport à 2022.

Ainsi en 2023, les critères d'éligibilité cumulatifs sont les suivants :

- ✓ les communes doivent :
 - Soit disposer d'une convention telle que visée à l'article 10 de la loi n°2003-710 du 1^{er} août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine, passée avec l'ANRU au titre du 1^{er} programme national de rénovation urbaine active sur le territoire de la commune au 1^{er} janvier 2021 (la loi de finances initiale pour 2023 arrête au 1^{er} janvier 2021, l'appréciation de l'existence d'une convention ANRU active sur le territoire de la commune),
 - Soit comprendre sur leur territoire un quartier prioritaire connaissant les dysfonctionnements urbains les plus importants ;
- ✓ le pourcentage de la population communale résidant en quartiers prioritaires de la politique de la ville doit être supérieur à 16 %, proportion abaissée par la loi de finances initiale pour 2023 par rapport à son niveau antérieur de 19 % ;
- ✓ les communes doivent avoir fait partie, au moins une fois au cours des trois derniers exercices précédant la répartition :
 - pour les communes de plus de 10.000 habitants, des 250 premières communes éligibles à la D.S.U., classées en fonction d'un indice synthétique de ressources et de charges,
 - pour les communes de 5.000 à 9.999 habitants, de l'ensemble des communes éligibles à la D.S.U.

Les crédits doivent être attribués en vue de la réalisation de projets d'investissement ou de dépenses de fonctionnement correspondant aux objectifs fixés dans le contrat de ville.

Ainsi, le périmètre d'intervention des équipements et des actions financées au titre de la D.P.V. vise également celui des zones à la périphérie des quartiers « politique de la ville », dès lors que conformément à la logique de « quartier vécu », ces équipements et actions profitent aux habitants de ces quartiers.

Selon les règles fixées dans cette directive, de nombreuses opérations portées par la Ville de VITRY-LE-FRANÇOIS pourraient être ainsi financées par les crédits affectés à la dotation politique de la ville.

Vous trouverez ci-après la liste des dossiers de subvention qui seront soumis aux services de l'État :

- ❖ **Eco-mobilité inclusive et durable dans les quartiers prioritaires de Vitry-Le-François : 32.600,00 € H.T.**

Montant D.P.V. demandé : 9.000,00 €

- ❖ **Déploiement de l'opération « Echecs pour les enfants des quartiers prioritaires de Vitry-le-François » par l'échiquier Chalonnais : 36.000,00 € H.T.**

Montant D.P.V. demandé : 28.800,00 €

- ❖ **Le déploiement du Centre Social et Culturel dans les quartiers : 257.120,00 € H.T.**

Montant D.P.V. demandé : 28.776,00 €

- ❖ **Le Pass'Sport Culture Loisirs : 40.644,00 € H.T.**

Montant D.P.V. demandé : 24.000,00 €

- ❖ **Le déploiement d'un service de prévention spécialisé multisite : 105.000,00 € H.T.**

Montant D.P.V. demandé : 84.000,00 €

- ❖ **Aménagement de la placette de la Fauvarge : 234.000,00 € H.T.**

Montant D.P.V. demandé : 187.200,00 €

- ❖ **Aménagement d'une Maison de quartier dans le quartier de la Fauvarge, phase 1 : 203.000,00 € HT**

Montant D.P.V. demandé : 162.400,00 €

- ❖ **Réalisation d'un équipement « Pumptrack » à destination des jeunes dans le quartier de La Fauvarge, Phase 1 : 485.000,00 € H.T.**

Montant D.P.V. demandé : 388.000,00 €

La participation de la Ville au financement de ces actions l'autorise donc bien à solliciter la dotation Politique de la Ville à la hauteur maximale de 881.776,00 €.

Aussi, mes cher-e-s collègues,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu l'avis de la commission « Ville inclusive »,

Vu l'avis favorable du bureau municipal,

Vu l'avis favorable de la commission des finances,

Je vous demande, après en avoir délibéré, de bien vouloir :

1°/ décider de retenir ces actions comme constitutives de notre programme d'actions éligibles à la Dotation Politique de la Ville ;

2°/ décider de solliciter, pour ces actions, les partenaires financeurs aux taux de subvention les plus élevés possibles ;

3°/ autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à lancer toutes les procédures et à signer tous les actes administratifs et financiers à intervenir se rapportant à la mise en œuvre des conventions liées à ce programme ;

4°/ dire que les dépenses correspondant à la mise en œuvre de ces actions seront inscrites aux budgets correspondants et quelles recettes seront imputées à l'article 74837 - Unité d'analyse A000.

La délibération est adoptée
par : **25 avis favorables**,

6 abstentions : M. TRIOLET, Mme MUNSTER (pouvoir), MM. DUCHÊNE, EL GHALLOUSSI,
Mme GOLLÈS (pouvoir), M. MIRGODIN (pouvoir).

Le secrétaire de séance
Gérard TINDILLIÈRE



POUR EXTRAIT CONFORME,

Le Maire,
Jean-Pierre BOUQUET



Certifié exécutoire par le Maire compte tenu
de la transmission en Sous-Préfecture le 16 AVR. 2024
et de la publication le 16 AVR. 2024
ou de la notification du



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif de CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification.